



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELCROS

N 5 ECHERY
68160 Echery

Références : 0006700454_2025_06_19_Delcros_VIIC_Risques chroniques
Code AIOT : 0006700454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement DELCROS implanté 5 LIEU DIT ECHERY 68160 Sainte-Marie-aux-Mines. L'inspection a été annoncée le 30/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Risques chroniques:

- Cette visite s'inscrit dans le cadre des risques chroniques liés aux rejets aqueux de l'exploitation, en particulier dans le contexte récent du raccordement des rejets d'effluents industriels au réseau d'assainissement urbain en direction de la station d'épuration de Sainte-Marie-aux-Mines.

Référentiels utilisés:

- Arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 ;

- Arrêté préfectoral du 25 juin 2024 portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des rejets des substances dangereuses dans le milieu aquatique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELCROS
- 5 LIEU DIT ECHERY 68160 Sainte-Marie-aux-Mines
- Code AIOT : 0006700454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DELCROS est spécialisée dans les traitements de surfaces des pièces en inox ou en aluminium.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques des rejets	Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article 3	Sans objet
2	conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, Titre IV-article 16-II	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article 5	Sans objet
4	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité sur les points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des rejets
Prescription contrôlée : Les effluents industriels du site sont soit rejetés directement au milieu naturel via le point de rejet n°1, soit rejetés au réseau d'assainissement via le point de rejet n°2. Les dispositions du présent arrêté encadrant le point de rejet n°2 sont prises sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif[...] Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet dans le mois qui suit sa signature. Dans le cadre de l'utilisation du point de rejet n°2 et de la signature de l'autorisation précitée, l'exploitant fait procéder à l'obturation du point de rejet n°1 dans le mois suivant la signature de l'autorisation de déversement.[...]
Constats : Ce contrôle s'inscrit dans le contexte récent du raccordement des rejets d'effluents industriels de l'exploitant au réseau d'assainissement urbain, acheminant vers la station de traitement des eaux usées de la commune de Sainte-Marie-aux-Mines (identifiée « point de rejet n°2 » dans la prescription contrôlée).

Afin de répondre aux dispositions de la prescription susvisée, l'exploitant a transmis par courriel :

- en date du 18 décembre 2024, l'arrêté du 30 novembre 2024 portant autorisation de déversement au réseau public d'assainissement de la commission locale du Val d'Argent, des eaux usées autre que domestiques à la société Delcros,
- en date du 3 février 2025, l'attestation de fin de travaux, datée du 24 janvier 2025, émise par le prestataire privé ayant réalisé les travaux de raccordement. Ce document confirme la suppression du raccordement de la canalisation en sortie de la station physico-chimique vers le milieu naturel (désigné comme « point de rejet n°1 » dans la prescription contrôlée), ainsi que le branchement de la tuyauterie de sortie de la station sur la canalisation des eaux usées du site, acheminant vers la station d'épuration (STEP) de Sainte-Marie-aux-Mines.

Lors du contrôle effectué sur site, l'Inspection a veillé à s'assurer du raccordement effectif des rejets d'eaux industrielles, en sortie de la station physico-chimique, au réseau des eaux usées domestiques du site.

À ce titre, il a été constaté que la canalisation en sortie de station est désormais équipée d'une nouvelle tuyauterie, orientant ainsi les effluents vers le réseau enterré d'eaux usées domestiques, situé à proximité du bâtiment de production.

De la même manière, il a été constaté que le raccordement initial, qui dirigeait les effluents industriels vers le réseau d'eaux pluviales de toiture se déversant dans le milieu naturel (la Liévrette), a bien été définitivement condamné par la mise en place d'un bouchon serti en plastique.

Par ailleurs, à la demande de l'Inspection, l'exploitant a procédé à l'ouverture de la trappe de visite associée au réseau d'eaux usées domestiques, située à l'entrée du site, et a mis en place un écoulement d'eau depuis un regard situé sur la canalisation en sortie de la station de prétraitement, afin de s'assurer du bon cheminement des eaux industrielles vers le réseau public d'assainissement.

Ce contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

Concernant la transmission de l'arrêté d'autorisation de déversement au Préfet, il a été constaté, à l'issue d'un échange avec l'exploitant, que ce document n'avait pas été transmis après sa signature. Toutefois, postérieurement au contrôle, l'exploitant a procédé à l'envoi de son arrêté d'autorisation de déversement par courriel au service préfectoral concerné par la prescription.

La correspondance relative à cet envoi a été communiquée à l'Inspection à la date de rédaction du présent rapport.

Au regard de ce constat l'Inspection ne propose pas de suite administrative.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Titre IV-article 16-II

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

[...]Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les

points de branchement, regards, avaloirs, poste de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques. Il est mise à jour et tenu à la disposition des installations classées [...]
<p>Constats :</p> <p>L'objectif de ce contrôle était de s'assurer de la mise à jour effective du plan des réseaux de collecte des effluents, dans le contexte récent du raccordement des rejets d'effluents industriels de l'exploitant au réseau public d'assainissement.</p> <p>Afin de répondre aux exigences de la prescription susvisée, l'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, un plan actualisé des réseaux de collecte des effluents. Ce document, composé de deux volets (réseaux extérieurs et réseaux intérieurs aux bâtiments), a fait l'objet d'une dernière mise à jour datée du 1^{er} février 2025.</p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a précisé que dans le cadre des travaux réalisés, à l'exception du point de raccordement au réseau d'assainissement urbain, aucune modification ni ajout n'a été apporté aux installations visées par la prescription.</p> <p>Toutefois, dans le cadre de ce contrôle, l'Inspection s'est attachée à vérifier par échantillonnage, la cohérence entre les installations présentes sur le plan des réseaux et la situation réelle observée sur le site.</p> <p>Cette vérification a notamment porté sur les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vannes de coupure d'alimentation en eau de « l'atelier de tribofinition », • vanne automatique de sécurité « entrée des eaux de production », • vanne automatique de sécurité « sortie station de traitement des effluents », • vanne automatique de sécurité « retour station », • point de prélèvement d'échantillon en sortie de station, • canalisation « rejet station », • vannes de confinement des eaux d'extinction en cas de sinistre. <p>Ce contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article 5
Thème(s) : Autre, Transmission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'objectif de ce point de contrôle était de vérifier la continuité des déclarations en ligne</p>

<p>effectuées par l'exploitant via l'application informatique GIDAF, concernant les résultats d'analyses issues de l'autosurveillance des rejets aqueux de l'installation.</p> <p>Cette vérification s'inscrit dans le contexte du nouveau cadre de surveillance, révisé par l'Inspection en date du 30 janvier 2025 (entré en vigueur le 1^{er} février 2025), conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 25 juin 2024 portant prescriptions complémentaires à la société Delcros.</p> <p>Il convient de rappeler que, suite au raccordement des effluents en STEP, cet article a notamment modifié les valeurs limites d'émission ainsi que les fréquences de surveillance applicables aux substances présentes dans les rejets d'eau industriels de l'exploitation.</p> <p>Après analyse des éléments présents sur l'application GIDAF, il a été constaté que les déclarations pour les mois de février, mars, avril et mai 2025 ont bien été complétées par l'exploitant en prenant en compte les nouveaux paramètres modifiés par l'Inspection.</p> <p>Les éléments contrôlés ne suscitent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance des émissions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu.[...]</p> <p>Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle réalisé sur site, l'installation de traitement physico-chimique a été inspectée.</p> <p>Il a été constaté qu'à l'issue du traitement, les effluents industriels transitent par un canal de comptage équipé d'un pH-mètre, d'une sonde de température et d'un débitmètre en sortie. Ces équipements sont reliés à un tableau de contrôle, lui-même associé à un automate de suivi permettant la mesure et l'enregistrement en continu du pH, du débit et de la température des rejets.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'un salarié de l'entreprise procède quotidiennement, les jours ouvrables, au relevé manuel de ces paramètres. Les valeurs ainsi relevées sont consignées sur une fiche de suivi apposée sur le tableau de contrôle.</p> <p>L'Inspection a pu confirmer la présence de cette fiche de suivi, ainsi que le report régulier des mesures depuis le début du mois en cours.</p> <p>Concernant le système de sécurité permettant l'arrêt immédiat des rejets, à la demande de l'Inspection, l'exploitant a procédé à un test réel, en simulant un rejet d'effluent non conforme aux seuils réglementaires de pH, à l'aide d'une solution acide (pH_4).</p> <p>Au cours de ce test, il a été vérifié que le dispositif de mesure du pH des effluents en sortie de la station de traitement est bien relié à un tableau de contrôle électrique. Ce dernier déclenche</p>

immédiatement une alarme perceptible depuis l'ensemble du bâtiment et active sans délai la fermeture de la vanne de sectionnement, stoppant ainsi le rejet vers le réseau d'assainissement urbain .

Les effluents sont alors redirigés vers une fosse de reprise équipée d'une sonde de niveau.

Lorsque le niveau haut est atteint, la sonde transmet l'information au tableau de contrôle, qui commande alors la fermeture de la vanne d'arrêt de l'alimentation en eau.

Les éléments contrôlés n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite